



MADAGASCAR : DERAPAGE DU COMBAT FACTIONNEL

Didier Galibert*

Le nouveau président malgache Andry Rajoelina vient de limoger son premier Ministre, rompant ainsi la médiation engagée avec l'opposition. Une brèche prétorienne nouvelle vient de s'ouvrir, lourde de menaces de brutalités militaires, même si les violences ont jusqu'ici été limitées.

Arraché sous la pression des bailleurs de fonds et des organisations régionales africaines depuis le renversement du président Marc Ravalomanana le 17 mars 2009, le consensus pour une sortie négociée de la crise malgache a éclaté. Malgré le refus d'Andry Rajoelina dit "TGV", les chefs de file des "mouvances" actuellement exclues du pouvoir se sont réunis une troisième fois à Maputo du 3 au 8 décembre à l'initiative de l'ex-président mozambicain Joachim Chissano, afin de répartir les ministères du gouvernement de transition. Andry "TGV" a aussitôt limogé le Premier ministre concédé à la médiation. Son remplaçant est un militaire très hostile aux réseaux de Marc Ravalomanana. Un an après les premières mobilisations populaires, les masques sont jetés.

Cette crise peut d'abord être lue comme une rivalité entre deux notables se disputant l'espace médiatique et les opportunités d'enrichissement, dans une surenchère à partir des mêmes atouts. Andry Rajoelina est originaire des Hautes Terres centrales, comme Marc

Ravalomanana. Il appartient comme lui au milieu patronal de la capitale, porteur d'un idéal d'accumulation productive mais coupé des grands investissements accessibles aux sociétés étrangères, faute de moyens. Comme son adversaire en 2002, il se présente comme un homme nouveau, porté par l'idéal urbain d'individuation et adossé à sa position de maire de la capitale. Ce jeu de chaises musicales est éclairé par l'explosion démographique d'une société qui, jusque là, reposait sur le principe de séniorité. Aussi les initiatives du vainqueur de Marc Ravalomanana peuvent-elles apparaître comme un triomphe de la jeunesse, dans un amalgame entre l'impatience des cadets de la bonne société et l'appétit des jeunes déshérités de la ville basse, protagonistes des pillages de février 2009.

Un fossé s'était creusé entre Marc Ravalomanana et son armée, du fait de l'arrêt de la multiplication des hauts grades et de la distorsion avec les salaires de la police. On peut ajouter l'hypothèse d'un fléchissement du niveau de l'encadrement militaire, en rapport avec l'effondrement du système d'enseignement. Cette convergence ouvre une brèche prétorienne nouvelle à Madagascar : une armée moins légaliste et moins respectueuse de ses chefs, apte aux brutalités. Pour autant, la liberté d'action des soudards reste sous astreinte culturelle, au-delà de ce qui est dicté par les dissensions. Les violences sont à ce jour restées limitées, eu égard à la durée de la crise et à l'ampleur de la mobilisation internationale, malgré le massacre du 7 février contre les partisans d'Andry TGV ou les fusillades sporadiques dirigées contre ses adversaires, dits "légalistes", une fois le pouvoir conquis. Derrière l'occidentalisation de l'énonciation du politique, ces morts signent la violation partagée d'un code traditionnel assimilant l'ordre social et politique des vivants visibles au cosmos tout entier, comme si l'usage politique de la force impliquait un risque global portant la négation de toute légitimité. Aussi le pourrissement délibéré des situations ne se laisse-t-il pas enfermer dans la logique des coups bas du combat factionnel. L'agenda politique est distendu par une chorégraphie du double jeu, dont les termes défient la patience des partenaires étrangers tout en permettant une mise en attente du lien social. On songe en particulier à la participation des protagonistes à d'infructueuses réunions de conciliation organisées en février dernier par les ambassadeurs avec le concours des Églises, aux quatre sessions de négociations - à Maputo ou à Addis Abeba - et aux voyages financés surtout par l'Union africaine et la SADC.

Le projet de concession de terres à une filiale de l'entreprise sud-coréenne Daewoo a constitué une erreur politique de Marc Ravalomanana, dans un pays assimilable tout entier à un sanctuaire habité par les ancêtres. La crise dénote aussi une impasse de la matrice de l'action politique légitime, le chiffre d'affaires des entreprises de Marc Ravalomanana ayant probablement quadruplé à partir de son accession au pouvoir, dans une logique de croissance sans retombée sociale en milieu urbain. Mené avec le soutien des Églises, son

combat de 2002 contre le président Didier Ratsiraka se résumait pourtant à l'instauration d'une gouvernance chrétienne faisant fi d'un idéal laïque assimilé à l'héritage colonial et tournée vers l'appropriation effective de la citoyenneté individuelle.

Prises à contre-pied par cette évolution, les Églises ont été incapables de jouer leur rôle d'encadrement et de médiation, d'autant plus que Marc Ravalomanana reste vice-président de la principale Église protestante. Plus inquiétant, le vide creusé par la faillite du seul modèle national de légitimité déchaîne le jeu des clientèles et accentue la fragilité des institutions.

***SEDET, Université Paris Diderot-Paris 7**